

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL

75 rue Prunier
68000 Colmar

Références : 0006704907_2023_10_17_SchrollPrunier_ViSuiviéchéances
Code AIOT : 0006704907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement SCHROLL implanté 75 rue du prunier 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 24/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de vérifier les dispositions mises en œuvre à la suite de l'incendie du 14 août 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL
- 75 rue du prunier 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006704907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement comporte notamment une installation de transit de déchets dangereux (traverses de chemin de fer) et une déchetterie professionnelle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens incendie ;
- analyses de sol ;
- cartographie du réseau d'eaux pluviales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gardiennage	AP du 25/11/2010, article 7.2.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens incendie	AP du 25/11/2010, article 7.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Canons d'extinction pilotés	AP Complémentaire du 04/11/2021, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Caméras thermographiques (étude)	AP Complémentaire du 04/11/2021, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Caméras thermographiques (mise en service)	AP Complémentaire du 04/11/2021, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Cartographie du réseau d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 04/11/2021, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Etude de réduction des risques	AP Complémentaire du 04/11/2021, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Analyses de sol	AP Complémentaire du 04/11/2021, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens incendie 2	AP du 25/11/2010, article 7.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence de nombreuses non-conformités relatives aux moyens incendie. Il apparaît également que l'exploitant n'a pas mis en œuvre la plupart des dispositions prescrites par arrêté du 04 novembre 2021 pris à la suite de plusieurs incendie :

- le gardiennage n'est pas assuré en permanence ;
- les moyens incendie prévus ne sont pas opérationnels (accessibilité des poteaux incendie, aire d'aspiration) ;
- l'étude relative à la mise en place de canons d'extinction pilotés n'a pas été réalisée ;
- les caméras thermographiques n'ont pas été installées et l'étude prescrite ne comporte pas

- tous les éléments prévus ;
- l'étude de réduction des risques n'a pas été formalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gardiennage

Référence réglementaire : AP du 25/11/2010, article 7.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage
<p>Prescription contrôlée : (article modifié par l'arrêté complémentaire du 04 novembre 2021) L'exploitant procède à une surveillance humaine permanente des installations en vue de détecter tout départ de feu.</p> <p>Pendants les heures de fermeture du site, l'exploitant met en place un gardiennage. Ce gardiennage est assuré par la présence d'un agent sur place, avec un système de gestion des rondes réalisé selon les conditions suivantes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • un système de gestion des rondes en temps différé : chaque point de contrôle badgé est horodaté puis archivé dans le contrôleur de ronde. Après avoir terminé sa ronde, l'agent connecte son contrôleur au système d'exploitation afin d'en transférer le contenu ; ou • un système de gestion des rondes en temps réel : le contrôleur de ronde est relié à une radio portative. A chaque lecture, l'identité de la radio et celle du point de contrôle sont transmises immédiatement au système d'exploitation
<p>Constats : L'exploitant a souscrit un contrat avec une société de gardiennage pour assurer la surveillance du site pendant les heures de fermeture. Un gardien assure la surveillance des deux sites exploités par la société Schroll à Colmar (rue Branly et rue Prunier). Dans ces conditions, la présence permanente n'est pas assurée, ce qui constitue une non-conformité.</p> <p>Un système de gestion des rondes en temps réel est mis en place. Contractuellement, le gardien est censé assurer une ronde une fois par heure sur chaque site et valider le passage en badgeant au niveau de différents points de contrôle. Les pointages sont enregistrés et consultables sur une application.</p> <p>Il a été constaté, pour la journée du 14 octobre 2023 et la nuit du 14 au 15 octobre, qu'aucun pointage n'a été enregistré entre 11h18 et 22h06, puis entre 22h06 et 07h06 le lendemain. De 07h le 15 octobre à 05h le 16 octobre, un pointage a été réalisé environ toutes les deux heures.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il effectue régulièrement des relances auprès de son prestataire (des courriels en ce sens ont été présentés).</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation 1 : La prescription ne prévoit pas de fréquence pour les rondes. La fréquence suivie le 14 octobre apparaît toutefois largement insuffisante au regard de l'objectif recherché (identifier un éventuel échauffement ou départ de feu). Il appartient à l'exploitant de s'assurer du respect des dispositions contractuelles auprès de son prestataire.</p> <p>Observation 2 : En l'état, les dispositions mises en œuvre ne répondent pas formellement à la prescription (absence de présence permanente). Si l'exploitant souhaite une modification de la</p>

prescription, il lui appartient de déposer un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation au Préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens incendie

Référence réglementaire : AP du 25/11/2010, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
<p>Prescription contrôlée : (article modifié par l'arrêté du 16 novembre 2017) L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.</p> <p>Les ressources minimales en eau (420 m³/h pendant 2 h) doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel.</p> <p>Les ressources comprennent 3 poteaux incendie normalisés à proximité et un aménagement spécifique au droit du point d'aspiration dans la Lauch :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les poteaux incendie normalisés fournissent un débit simultané de 180 m³/h. • Le débit moyen quinquennal de la Lauch est de 0,268 m³/s soit 964 m³/h. Une aire d'aspiration est aménagée pour un prélèvement de 240 m³/h. <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Aire d'aspiration</u> L'exploitant a indiqué qu'il existe une aire d'aspiration à proximité du canal de la Lauch et a précisé qu'une dalle en béton est aménagée et qu'elle peut accueillir les engins de secours.</p> <p>Un second passage de l'Inspection a été réalisé le 26 octobre 2023 pour compléter ce constat. Le contrôle a donné lieu aux remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la zone susceptible d'accueillir les engins de secours est encombrée (stationnement de véhicules et de matériel) (voir photo 1 en annexe) ; • elle est située à côté d'un stock important de matériaux combustibles (traverses de chemin de fer) ; • elle n'est pas matérialisée et signalée ; • elle n'a pas fait l'objet d'une réception par les services d'incendie et de secours ; • une végétation importante est présente entre l'accès à la Lauch indiqué par l'exploitant et le canal (voir photo 2 en annexe). <p>Par ailleurs, l'Inspection observe que deux « aires de pompage SDIS » sont représentées à l'est de la limite de propriété le long du canal de la Lauch sur le plan annexé à l'arrêté du 18 octobre 2018. Toutefois, ces aires ne sont pas accessibles aux engins de secours, ne sont pas aménagées et il n'existe pas d'accès vers ces zones du fait de la présence des legos béton en limite de propriété.</p> <p>Au regard des remarques précisées ci-dessus, il apparaît que l'accessibilité à l'aire d'aspiration et</p>

aux berges du canal de la Lauch par les services de secours ne sont pas garantis. Dans ces conditions, la situation n'est pas conforme.

Le 26 octobre, il a également été constaté qu'un groupe électrogène associé à une pompe et à une tuyauterie débouchant dans le canal de la Lauch sont installés en permanence pour assurer le prélèvement dans le canal de la Lauch.

Au cours du contrôle, il a été constaté que la pompe d'aspiration est fonctionnelle.

Par courriel du 03 novembre 2023, l'exploitant a indiqué que la pompe est capable de délivrer un débit de 150 m³/h.

Poteaux incendie

L'exploitant a communiqué un plan précisant l'implantation des poteaux incendie situés à proximité de l'installation par courriel du 25 octobre 2023.

Deux poteaux incendie sont situés « Unter Theinheimer weg » :

- le poteau situé à proximité de l'intersection avec la rue Edouard Branly est situé à environ 285 mètres de l'entrée nord du hall et à environ 160 mètres de la plateforme de stockage des traverses de chemin de fer ;
- l'autre poteau est situé à environ 303 mètres de l'entrée nord du hall et à environ 200 mètres de la plateforme de stockage des traverses de chemin de fer.

Deux poteaux incendie sont situés rue Prunier (à environ 50 mètres et à environ 160 mètres de l'entrée sud du hall).

Il a été constaté le 26 octobre 2023 que des legos en béton ont été disposés au niveau des limites sud et sud-ouest de l'installation. L'exploitant indique que des barrières de chantier ont été mises en place entre les legos béton et la clôture pour permettre l'accès aux poteaux incendie situés rue Prunier.

Il a été constaté que l'accès présenté est encombré par la végétation (présence d'arbustes). De plus, la zone située à l'extérieur ne donne pas sur le domaine public, mais sur une zone privée utilisée comme parking (voir photos 3 et 4 en annexe). Les véhicules stationnés le jour du contrôle rendaient l'accès à la barrière de chantier très peu aisé.

Dans ces conditions, l'Inspection considère que ces poteaux incendie sont inopérants.

Ce constat constitue une non-conformité.

Le débit des poteaux incendie n'a pas pu être précisé. En l'état, l'exploitant n'est pas en capacité de tenir à disposition de l'Inspection les justificatifs des moyens retenus.

Ce constat constitue une non-conformité.

Observation :

Observation 1 : Le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie présente dans son annexe les modalités d'aménagement des aires d'aspiration (dispositions relatives à la force portante du sol, surface de l'aire, distance par rapport au point d'eau, signalisation, ...). Ce document ne s'applique pas au ICPE. Il fixe toutefois des modalités qui peuvent utilement être mises en œuvre pour assurer l'efficacité des moyens retenus.

Observation 2 : après mise en conformité, il appartiendra à l'exploitant de justifier à l'Inspection que l'aire d'aspiration est en capacité d'être utilisée par les services d'incendie et de secours.

Observation 3 : en lien avec l'observation 2, considérant que les installations ont connu deux incendie d'importance en 2020 et en 2021, il pourrait être judicieux que l'exploitant prenne l'attache des services d'incendie et de secours dans le cadre de la mise en conformité de l'aire d'aspiration, ainsi que pour l'accessibilité des poteaux incendie.

Observation 4 : l'exploitant a engagé des démarches pour faire réaliser des mesures des débits des poteaux incendie en simultané.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens incendie

Référence réglementaire : AP du 25/11/2010, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
<p>Prescription contrôlée : (article modifié par l'arrêté du 16 novembre 2017) L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.</p> <p>[...]</p> <p>Les moyens d'intervention sur le site se composent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un réseau de robinets d'incendie armés dans le hall (RIA), disposés à proximité des issues de telle sorte qu'un incendie puisse être attaqué par deux lances sous deux angles différents. Les RIA doivent pouvoir être utilisables en période de gel. • d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux. <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.</p>
<p>Constats : Il a été constaté que l'exploitant a fait réaliser un contrôle des extincteurs le 18 avril 2023 (Q4). Le document conclut que l'installation est conforme aux exigences du référentiel APSAD R4. L'Inspection observe toutefois que, pour le hall, des extincteurs ne sont disposés qu'à l'entrée du Recyparc, alors que celui-ci fait environ 140 m de long. L'exploitant a indiqué que des Robinets d'Incendie Armés sont régulièrement disposés dans tout le hall. Vu la surface de l'installation, la suffisance des moyens mis en œuvre et le caractère adapté ne sont pas démontrés.</p> <p>L'Inspection observe que les extincteurs sur roue disposés à l'entrée du Recyparc ne sont pas signalés.</p> <p>Concernant les Robinets d'Incendie Armés (RIA), l'exploitant a présenté une attestation de contrôle du 28 octobre 2022 pour un contrôle réalisé le 03 août 2022. Un nouveau contrôle réalisé le 19 avril 2023 est consigné sur le registre de sécurité, mais l'attestation n'est pas encore disponible pour le RIA.</p>
<p>Observations : Il appartient à l'exploitant de signaler l'emplacement des extincteurs situés à l'entrée du Recyparc. Il communiquera un justificatif à l'Inspection, dans un délai d'un mois.</p> <p>Il convient que l'exploitant justifie que, au niveau du hall, les extincteurs sont présents en nombre suffisants et que les moyens d'extinction disponibles sont adaptés, dans un délai d'un mois.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer à l'Inspection, dans un délai d'un mois, l'attestation relative au contrôle des RIA.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Canons d'extinction pilotés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2021, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Canons d'extinction pilotée
Prescription contrôlée : L'exploitant étudie la mise en place d'une solution complète intégrée avec canons d'extinction pilotés. L'étude portant sur la faisabilité de cette solution, comportant le cas échéant un calendrier de réalisation, est remise à l'inspection dans le délai de 3 mois, à compter de la date de notification du présent arrêté
Constats : Il a été constaté que l'étude n'a pas été remise à l'Inspection. L'exploitant a indiqué que l'étude n'a pas été réalisée considérant, sur la base des données dont il dispose pour d'autres sites, que la solution n'était pas économiquement viable.
Observation : en l'état, la prescription est applicable. Si l'exploitant souhaite une modification de cette prescription, il lui appartient de communiquer un porter à connaissance au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Caméras thermographiques (étude)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Caméras thermographiques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, sur l'ensemble du site, des caméras thermographiques destinées à la surveillance des stockages de matières combustibles et à la détection précoce d'un incendie. Ces caméras sont reliées à une gestion centralisée des alarmes. Ces équipements permettent un contrôle en continu de bon fonctionnement et de l'intégrité du système. Ils doivent être contrôlés et testés périodiquement. Avant sa mise en œuvre, une présentation de cette solution est transmise à l'inspection. Elle est élaborée à partir d'un audit définissant les zones à couvrir, au minimum celles où sont entreposés des déchets combustibles à l'intérieur d'un bâtiment, comme à l'extérieur, et en apportant la démonstration que toute la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) ne comporte pas de faiblesse. Les opérations de tests et d'autocontrôle sont, dans ce cadre, détaillées. L'audit et la présentation de la solution sont remis à l'inspection dans le délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. [...].
Constats : L'exploitant a indiqué avoir remis l'étude à un inspecteur en main propre. Cette étude n'a pas été trouvée dans les archives de l'Inspection et n'est pas enregistrée dans le courrier entrant. L'exploitant a présenté l'étude du 02 novembre 2022 intitulée « étude d'implantation Pyrosmart » (version3, version initiale du 02 juin 2022 d'après l'exploitant), ainsi qu'un devis du 19 avril 2023 pour la mise en place de détection feu et la mise en place de détection intrusion. Il apparaît que la zone de stockage des traverses de chemin de fer n'est pas couverte par le dispositif (le plan présenté dans le document ne correspond pas à la situation actuelle). En outre, le document est très peu détaillé. La possibilité de couvrir la zone située sous le hall et celle située en face le long de la limite de propriété avec une même caméra n'est pas démontrée (p8 de l'étude d'implantation).

Enfin, le document remis n'apporte pas la démonstration que toute la chaîne de contrôle ne comporte pas de faiblesse. En effet, les modalités de transmission d'information et de traitement d'information ne sont pas précisées.
Observation : Les documents prescrits par arrêté sont à transmettre au préfet (sauf indication contraire). L'Inspection invite l'exploitant à assurer une traçabilité de la transmission des documents (contre-signature, recommandés, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Caméras thermographiques (mise en service)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Caméras thermographiques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, sur l'ensemble du site, des caméras thermographiques destinées à la surveillance des stockages de matières combustibles et à la détection précoce d'un incendie. Ces caméras sont reliées à une gestion centralisée des alarmes. Ces équipements permettent un contrôle en continu de bon fonctionnement et de l'intégrité du système. Ils doivent être contrôlés et testés périodiquement. [...] <p>La mise en œuvre des équipements de surveillance et d'alarme est réalisée dans le délai de 7 mois à compter de la date de notification du présent arrêté</p>
Constats : Il a été constaté que l'installation n'est pas équipée de caméras thermographiques. L'exploitant a indiqué avoir retenu la solution du gardiennage.
Observation : Au regard de la prescription précitée, l'Inspection rappelle que la mise en œuvre de caméras thermographiques n'est pas facultative. Si l'exploitant souhaite obtenir la modification des prescriptions applicables à son installation, il lui appartient de communiquer au Préfet un projet de modification à porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Cartographie du réseau d'eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Cartographie du réseau d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : Une cartographie et un contrôle par caméra du réseau de collecte des eaux pluviales sont réalisés. La cartographie et le rapport établi suite à ce contrôle sont transmis à l'inspection dans le délai de 3 mois, à compter de la date de notification du présent arrêté

<p>Constats : L'exploitant a indiqué avoir remis l'étude à un inspecteur en main propre. Cette étude n'a pas été trouvée dans les archives de l'Inspection et n'est pas enregistrée dans le courrier entrant.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a justifié de la réalisation d'un diagnostic les 19 et 20 août et 03 septembre 2021 par un prestataire. L'exploitant a indiqué que le contrôle n'a pas donné lieu à des observations notables.</p> <p>L'Inspection observe que le document ne présente pas de conclusion explicite par rapport au diagnostic. Un examen par sondage met toutefois en évidence l'identification de fissures et de défauts au niveau de la conduite (tronçon EP4 v EP5 : BDB : Remarque générale / état général de la conduite: tuyau cassé et fissuré ; BAFIZ : Abrasion, paroi manquante à 8 h).</p>
<p>Observations : Cf. observation du constat n°5. Il appartient à l'exploitant de communiquer des conclusions explicites de ce diagnostic à l'Inspection dans un délai d'un mois, en justifiant notamment les suites données aux observations relevées au cours du diagnostic (entretien, ...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délai : 1 mois</p>

N° 8 : Etude de réduction des risques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etude de réduction des risques</p>
<p>Prescription contrôlée : Une étude de réduction du risque à la source (réduction, aménagement, isolement des stockages, gestion des stocks, des entrants ...) et d'amélioration des moyens de prévention et de propagation d'un incendie, est menée et transmise à l'inspection dans un délai de 6 mois. Un calendrier de mise en oeuvre des moyens pertinents identifiés dans cette étude sera transmis, le cas échéant, dans le même délai</p>
<p>Constats : Il a été constaté que l'exploitant n'a pas formalisé l'étude prévue.</p> <p>L'exploitant a toutefois indiqué avoir mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un surpresseur pour alimenter le réseau de RIA ; • une lance incendie ; • une remorque incendie de 5000 L avec une moto-pompe ; • la modification de l'alvéolage des installations avec notamment la réduction des dimensions des alvéoles situées sous le hall ; • la mise en place de legos en béton pour délimiter les zones de stockage. <p>L'Inspection a constaté la présence d'une lance à incendie, d'une remorque incendie, la réorganisation du hall et la mise en place d'un surpresseur. Une pompe d'aspiration a également été mise en place dans le canal de la Lauch.</p> <p>En l'état, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les moyens mis en place sont suffisants et adaptés.</p>
<p>Observations : Il appartient à l'exploitant de communiquer l'étude prescrite et de justifier les moyens mis en place. L'exploitant est invité à y inclure les éventuels autres moyens incendie prévus par les prescriptions</p>

visées aux constats précédents afin de présenter une analyse globale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Analyses de sol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses de sol
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à une campagne d'échantillonnage et d'analyses de sols agricoles a minima sur les parcelles 217, 383, 408-454, section LC et la parcelle 72-74, section MK chemin du Dorning, sur le banc communal de Colmar.</p> <p>Le programme analytique portera a minima sur les éléments figurant dans le compte-rendu Perle Environnement du 13/11/2020, N° CR68-20115-V1. Les résultats sont communiqués à l'inspection, dans le délai de 8 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté</p>
<p>Constats :</p> <p>Une campagne de prélèvements a eu lieu le 24 août 2021 (après l'incendie du 14 août 2021). Elle a porté sur 5 points situés à l'est de l'établissement et sur un point témoin situé au sud-est. Les prélèvements ont été réalisés dans l'horizon 0-5 cm et les échantillons prélevés à l'est ont été regroupés afin de constituer un échantillon composite.</p> <p>Le rapport ne précise pas les références des parcelles concernées par les prélèvements. Toutefois, d'après le positionnement des points de prélèvement représentés sur une carte, les prélèvements ont été réalisés dans les parcelles prescrites ou dans des zones proches.</p> <p>Le rapport d'analyse précise que :</p> <p>« Les résultats d'analyses des sols de l'échantillon « Composite Frange Ouest » ont mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des traces de métaux lourds avec des niveaux de concentrations globalement inférieures à celles du « Témoin Sud-Est » et conformes au fond géochimique régional, excepté pour la valeur de mercure qui reste néanmoins en partie basse de la gamme de valeurs observées dans le cas d'anomalies naturelles modérées ; • des traces de HAP faibles et globalement plus faibles que celles du « Témoin Sud-Est » ; • l'absence de trace d'Acrylonitrile, comme pour le « Témoin Sud-Est » ; • des traces de dioxines (CDD) et furanes (CDF) inférieures à celles relevées dans l'échantillon « Témoin Sud-Est », et un indice de toxicité équivalente inférieur aux valeurs seuils allemandes et identique à celui du « Témoin Sud-Est ». <p>Il conclut que « l'incendie d'août 2021 n'a pas impacté la qualité environnementale des sols des parcelles agricoles les plus exposées aux fumées de l'incendie (à l'Est du site). Par conséquent, aucune mesure complémentaire n'est recommandée sur les sols ».</p> <p>L'Inspection observe toutefois que pour le congénère OCDF, la teneur mesurée au niveau de l'échantillon représentatif des parcelles situées à l'est (15 ng/kg de matières sèches) est supérieure à celle du témoin (< 10 ng/kg de matières sèches) et à la référence Eurofins (10 ng/kg de matières sèches).</p>
<p>Observation :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer tous les éléments d'appréciation relatifs à la teneur mesurée en OCDF au niveau des parcelles situées à l'est, dans un délai d'un mois et de justifier de leur acceptabilité.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Constat hors points de contrôle

Plan d'intervention (cf article 7.4.1 de l'arrêté du 24 novembre 2010 modifié par l'article 7 de l'arrêté du 16 novembre 2017)

Au regard des constats précédents, l'Inspection invite l'exploitant à s'assurer de la cohérence de son plan d'intervention par rapport à l'organisation mise en œuvre et aux moyens réellement disponibles.

Ce point pourra être contrôlé lors du prochain contrôle.

Plan précisant les risques et le positionnement de la vanne d'isolement

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les dangers, le positionnement de la vanne d'isolement et de l'aire d'aspiration puissent aisément être identifiés par les services de secours en cas d'incident.

Dans ce cadre, il serait judicieux de disposer un boîtier en entrée de site comportant les plans nécessaires, afin qu'ils puissent être accessibles en toutes circonstances par les services de secours.

Surveillance des eaux souterraines en situation post-accidentelle

Le rapport réalisé dans le cadre de la surveillance des sols comporte également une analyse des eaux souterraines.

Le rapport précise que *« les résultats d'analyse des eaux souterraines des piézomètres amont (Pz1) et aval (Pz2) du site SCHROLL ont montré quelques dépassements modérés des limites de qualité sur le piézomètre aval pour les paramètres nitrite, ammonium et arsenic, avec une augmentation des teneurs significative entre l'amont et l'aval (de même que pour le phosphore), mais aucune anomalie n'est relevée concernant les autres métaux lourds, les HAP ni les dioxines-furanes (polluants marqueurs des produits de combustion) »*.

Il conclut que *« Au niveau du site industriel, la qualité des eaux souterraines apparaît légèrement dégradée en limite aval, sans que l'incendie, survenu sur un tas de déchets non trié au niveau de la plateforme de stockage imperméabilisée, puisse être directement mis en cause.*

Il est toutefois recommandé de poursuivre le contrôle réglementaire de la qualité des eaux souterraines au droit du site selon une fréquence semestrielle, en surveillant notamment les paramètres nitrite, ammonium, arsenic et phosphore ».

L'Inspection observe que les paramètres nitrite, ammonium, arsenic et phosphore ne font pas l'objet d'une surveillance dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

Considérant ce contexte, il apparaît opportun de demander les éléments suivants à l'exploitant par lettre préfectorale :

- Il convient que l'exploitant indique, dans un délai d'un mois, si des analyses complémentaires de ces paramètres ont été réalisées (ils ne figurent pas dans les analyses accessibles à l'Inspection). Le cas échéant, il communiquera les résultats d'analyses et les commentera dans le même délai ;
- Dans le cas contraire ou, si les anomalies en aval sont confirmées, il convient qu'il intègre dès-à-présent ces paramètres dans sa surveillance (des prescriptions pourront être proposées en ce sens) ;
- Il convient que l'exploitant réalise des investigations pour déterminer l'origine de ces anomalies et qu'il communique ses conclusions à l'Inspection dans un délai de deux mois.

ANNEXE

Photo 1 : aire d'aspiration



Photo 2 : vue de l'accès de l'aire d'aspiration vers le canal de la Lauch



Photo 3 : accès vers les poteaux incendie situés rue Prunier



Photo 4 : zone située à l'extérieur de l'installation en direction de la rue Prunier

